



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPREC PLASTIQUES**

**RN 6**

**ZA LA LOYERE**

**71530 Fragnes-La Loyère**

Références : CP/CS/2026/C\_018  
Code AIOT : 0005401696

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-la Loyère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI)".

L'action consiste à vérifier la bonne mise en place de nouvelles mesures auprès des établissements concernés, c'est-à-dire les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes par an.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC PLASTIQUES
- RN 6 ZA LA LOYERE 71530 Fragnes-la Loyère
- Code AIOT : 0005401696
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC PLASTIQUES de Fragnes-La-Loyère est spécialisé dans le recyclage et la valorisation de déchets de matières plastiques de polypropylène et polyéthylène. Son activité principale consiste à produire des matières plastiques à partir de ces déchets au moyen de différents procédés : broyage, lavage, micronisation, régénération.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prévention pertes GPI

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater une prise en compte globalement satisfaisante des mesures visant à la prévention des pertes de granulés plastiques dans l'environnement.

Il est cependant relevé une non-conformité concernant l'absence de dispositifs de récupération de GPI dans plusieurs regards du réseau des eaux pluviales de ruissellement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  Le site est autorisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• à traiter 180 t/j de déchets et matières plastiques (tri, broyage et lavage),</li><li>• à extruder 100 t/j de matière plastique pour la production de granulés,</li><li>• à stocker 11 500 m<sup>3</sup> de déchets plastiques à traiter et 3800 m<sup>3</sup> de granulés.</li></ul> Les déchets et matières plastiques concernés sont du polyéthylène haute densité (PEHD) et du polypropylène (PP). Les produits rentrant ont un diamètre compris en 8 et 15 mm, les produits sortants entre 3 et 5 mm. Les dispositions de la législation relative au GPI sont applicables à l'établissement PAPREC PLASTIQUES.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques

industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour prévenir la dissémination des GPI répandus accidentellement, l'exploitant a mentionné la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de matériels de nettoyage (kit comprenant balais, pelles, poubelles, d'une balayeuse et d'aspirateurs),</li> <li>• de paniers de récupération dans les regards des eaux pluviales de ruissellement,</li> <li>• d'un dégrilleur avec mailles de 3 mm à l'entrée du bassin tampon des eaux pluviales,</li> <li>• de séparateurs d'hydrocarbures avant chaque point de rejet dans le réseau des eaux pluviales aboutissant aux bassins communaux.</li> </ul> <p>La visite du site a permis de constater la présence de ces équipements.</p> <p>Cependant il a été noté que plusieurs regards n'étaient pas équipés de paniers de récupération. Ce constat a également été fait lors de l'audit interne (audit du 17 mai 2025). Il est constaté une non-conformité sur ce point dans la mesure où les séparateurs d'hydrocarbures non pas été élaborés dans le but de retenir l'ensemble des microplastiques entraînés par les eaux pluviales.</p> <p>Il n'a pas été constaté de dissémination notable de GPI lors de la visite du site et ses abords.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper les regards d'eaux pluviales de ruissellement de matériels permettant la récupération des GPI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de</p>

dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

### **Constats :**

L'exploitant a présenté sa procédure générale pour la prévention des pertes de microplastiques (GPI) dans l'environnement. La procédure s'applique à tous les sites PAPREC PLASTIQUES soumis au décret n° 2021-461 du 16 avril 2021.

Elle identifie les zones à risque de pertes de GPI processus par processus et précise pour chacun :

- les précautions à prendre pour éviter les pertes (vérification de l'état des contenants...),
- l'obligation de ramassage des GPI répandus,
- le contrôle périodique des dispositifs de confinements (grilles, paniers, bassin de rétention...) et leur nettoyage,

Elle est complétée par

- une consigne relative aux actions à engager en cas de déversement accidentel de GPI au sol,
- un plan de nettoyage dédié au site de la Loyère prévoyant pour chaque zone, la fréquence de nettoyage et le matériel à utiliser. Les nettoyages sont datés et émargés.

Ce document pourrait être complété par un plan où figurent les différents dispositifs de confinement du site.

La procédure générale indique que les collaborateurs des agences de recyclage de plastiques sont sensibilisés à la prévention des pertes de GPI. La présence d'affiches de sensibilisation a pu être constatée dans les ateliers.

Des audits internes sont réalisés semestriellement selon une grille d'audit. La présence de grilles d'audit renseignées a pu être constatée.

Il est considéré que la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport d'audit et l'attestation de l'évaluation réalisée le 23 juin 2023 par AFNOR Certification. Le rapport mentionne un avis favorable.  
Il a été vérifié que ces documents sont consultables sur le site internet de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite